

15. Extraits d'une déclaration faite par le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures à Windsor (Ontario) (15 novembre 1950)

Nous devons surveiller avec un soin tout particulier les zones et les pays limitrophes du monde libre qui sont le plus exposés à une attaque soviétique. Les marches de la sphère libre constituent évidemment les points névralgiques. C'est là que les deux mondes s'affrontent. Même lorsqu'il n'y a pas de danger d'agression, il existe toujours le long de ces frontières certaines frictions et certaines inquiétudes. Point n'est besoin d'insister, semble-t-il, sur notre détermination d'aider à défendre ces régions contre une attaque non provoquée. A l'heure actuelle, cela ne fait aucun doute. Il est à espérer, cependant, que ceux à qui il incombe plus particulièrement d'assurer la sécurité de ces régions du monde s'efforceront de s'acquitter de leur tâche avec le plus de persévérance et le plus de calme possible. Il faut y aller sans fanfaronnade comme sans colère.

Il est difficile de mesurer la sincérité des craintes que l'Union soviétique et ses satellites éprouvent à l'égard de l'Occident et de juger jusqu'à quel point ils jouent de la crainte pour déguiser leurs visées totalitaires. J'ai l'impression que, dans leurs cas, il s'agit surtout de simulation. Mais les renseignements que le Kremlin reçoit au sujet de l'Occident proviennent si souvent de sources entachées des préjugés de l'orthodoxie marxiste que nous ne pouvons entièrement écarter la possibilité qu'une peur véritable n'influence, dans une large mesure, la politique de l'Union soviétique et de ses satellites. A mon avis, c'est ce qu'il importe avant tout de ne pas oublier lorsque des opérations de défense deviennent nécessaires non loin des frontières de pays communistes. Il convient alors de ne rien négliger pour réduire ces craintes au minimum et donner aux pays limitrophes l'assurance que leurs intérêts légitimes ne seront pas lésés. Naturellement, je pense surtout ce soir à ce qui se passe en Corée du Nord, où les opérations militaires des Nations Unies se déroulent, à proximité des frontières de la Mandchourie et de la Sibérie. On comprend que l'intégrité de leurs frontières, de même que la sécurité de certaines installations importantes situées près de la frontière, préoccupe ces deux Gouvernements. Nous ne devons donc rien négliger de ce qui pourrait les convaincre qu'il sera tenu compte de leurs légitimes inquiétudes, quoique nous sachions, nous du monde libre, que nous ne serions pas traités avec autant de délicatesse si les rôles étaient renversés. Les motifs qui ont poussé le Gouvernement communiste de Pékin à lancer des troupes en Corée du Nord sont encore obscurs. Cependant, jusqu'à preuve du contraire, j'ose exprimer l'avis qu'il serait sage de présumer—ainsi qu'à la vérité certains faits le suggèrent—que cette incursion tend à des fins limitées et que nous devons encore essayer d'empêcher le conflit de s'étendre, par tous les moyens dont nous disposons.

Je disais le 31 août, à la Chambre des communes: "Je tiens aussi à souligner que le Gouvernement n'a l'intention d'appuyer aucune ligne de conduite qui étendrait le conflit coréen. Ce conflit, nous devons le circonscrire, s'il est en notre pouvoir de le faire. Le Gouvernement n'appuiera pas non plus une ligne de conduite qui fournirait à d'autres un prétexte pour étendre le conflit". Telle a été la politique du Gouvernement canadien depuis le début des hostilités